

- c) 2 voor het schooljaar 2014-2015;
- d) 2 voor het schooljaar 2015-2016;
- e) 1 voor het schooljaar 2016-2017;
- f) 2 voor het schooljaar 2017-2018;
- g) 0 voor het schooljaar 2018-2019;
- h) 2 voor het schooljaar 2019-2020.

Art. 4. Het besluit van de Regering van 22 juni 2006 tot vaststelling van het kalender voor de school- en academiejaren 2006-2007 tot 2011-2012 wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2012.

Art. 6. De Minister bevoegd voor Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Eupen, 15 september 2011.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap :

De Minister-President,
Minister van Lokale Besturen
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Onderwijs,
Opleiding en Werkgelegenheid
O. PAASCH

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2832

[2011/205542]

20 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la certification des bâtiments non résidentiels existants

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, les articles 237/27, alinéa 2, 237/29, 237/30, alinéa 2, 237/31, alinéa 3, et 237/35, alinéa 1^{er};

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 juin 2011;

Vu l'avis 49.868/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juillet 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Développement durable et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2002/91/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2002 sur la performance énergétique des bâtiments, conformément à son article 15, § 1^{er}, alinéa 2.

Art. 2. Dans le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie, sous le Titre IV du Livre V, les dispositions suivantes sont insérées à la suite de l'article 611 :

« CHAPITRE VIII. — De la certification des bâtiments non résidentiels existants

Section 1^{re}. — Champ d'application

Art. 612. Les dispositions du présent chapitre s'appliquent à tout bâtiment ou partie de bâtiment non résidentiel existant visé à l'article 530, 11^o, 12^o, 13^o et 14^o.

Section 2. — Du certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant

Art. 613. Le certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant est établi par un certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé.

Il est le résultat, exclusivement, de l'application du logiciel et du protocole.

Un certificat est réalisé par unité PEB.

Art. 614. Le certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant a une durée de validité de dix ans.

Art. 615. § 1^{er}. Le certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant contient, outre les éléments visés à l'article 237/27, au minimum les éléments suivants :

- 1^o l'adresse du bâtiment ou de l'unité PEB;
- 2^o s'il existe, la date d'octroi du permis de bâtir, d'urbanisme ou unique autorisant sa construction et son numéro de référence;
- 3^o une photo extérieure du bâtiment identifiant l'unité PEB concernée;
- 4^o la version du logiciel de calcul et du protocole de collecte des données utilisés;
- 5^o la référence du certificat;
- 6^o le prix du certificat;
- 7^o la date d'émission du certificat;

8° l'identification et le numéro d'agrément du certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé, ainsi que sa signature.

§ 2. Le Ministre peut compléter le contenu du certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant en vue d'y intégrer les indicateurs de performance énergétique du bâtiment et les recommandations issus du logiciel.

Il établit le modèle de certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant et peut distinguer, parmi les catégories de bâtiments non résidentiels visées à l'article 530, 11°, 12°, 13° et 14°, des sous-catégories de bâtiments, en considération de leurs spécificités énergétiques.

Art. 616. L'Administration organise et gère une base de données qui contient tous les certificats PEB de bâtiment non résidentiel existant.

Les données techniques ayant servi à l'élaboration d'un certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant, à l'exception des informations à caractère personnel, peuvent être réutilisées par un autre certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé pour établir un nouveau certificat PEB de bâtiment non résidentiel existant.

Art. 617. L'Administration est habilitée à contrôler les certificats PEB de bâtiment non résidentiel existant.

Pour ce faire, elle peut exiger du certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé qu'il lui remette tous les documents de preuve qu'il a conservés.

Le contrôle est effectué, soit sur la base de ces documents, soit sur la base des données constatées par l'Administration elle-même dans le bâtiment et sur les installations, soit sur la base des informations enregistrées dans la base de données conformément aux articles 632 et 633.

Section 3. — Des certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés

Sous-section 1^{re}. — De l'agrément des certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant

Art. 618. § 1^{er}. Peut demander à être agréée en qualité de certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant, toute personne physique répondant aux conditions suivantes :

1° être titulaire d'un agrément valable :

a) soit en tant qu'auditeur agréé conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mai 2002 relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la promotion d'une utilisation plus rationnelle de l'énergie du secteur privé (AMURE), ou conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 avril 2003 relatif à l'octroi de subventions aux personnes de droit public et aux organismes non commerciaux pour la réalisation d'études et de travaux visant l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments (UREBA). Les auditeurs AMURE ou UREBA doivent être agréés au minimum pour les matières relatives aux bâtiments et aux systèmes;

b) soit en qualité d'auteur d'étude de faisabilité technique, environnementale et économique;

c) soit en tant que responsable PEB;

d) soit en qualité de certificateur PEB de bâtiment résidentiel existant;

e) soit en qualité de certificateur PEB externe de bâtiment public;

2° avoir suivi la formation spécifique et réussi l'examen visés à l'article 623.

§ 2. Peut également demander à être agréée en qualité de certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant, toute personne morale comptant parmi son personnel ou ses collaborateurs au moins un certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé lié avec elle par une convention.

Art. 619. § 1^{er}. Pour être agréés en tant que certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant, les candidats visés à l'article 618, § 1^{er}, introduisent auprès de l'Administration le formulaire de demande d'agrément mis à leur disposition par l'Administration. Ce formulaire contient au minimum :

1° les nom, adresse et profession du demandeur;

2° le ou les numéros de référence relatifs aux agréments visés à l'article 618, § 1^{er}, 1°, ou, à défaut, copie de la ou des décisions d'agrément;

3° une copie de l'attestation visée à l'article 626, alinéa § 1^{er};

4° l'engagement sur l'honneur à respecter les conditions relatives à l'agrément et aux missions du certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de demande d'agrément visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans les dix jours qui suivent la réception du dossier de demande d'agrément, l'Administration adresse au demandeur un accusé de réception.

L'accusé de réception indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;

3° les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter;

4° qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, l'Administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

§ 3. L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

Sa notification précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 632 et 633.

Art. 620. § 1^{er}. Pour être agréés en tant que certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant, les candidats visés à l'article 618, § 2, introduisent auprès de l'Administration le formulaire de demande d'agrément mis à leur disposition par l'Administration. Ce formulaire contient au minimum :

1° l'identification officielle de la personne morale, une version coordonnée de ses statuts, la liste des administrateurs ou des gérants ainsi que le numéro d'entreprise;

2° les nom, adresse et qualité de la personne à contacter;

3° une copie de la convention qui lie la personne morale au certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé;

4° une copie de l'attestation d'agrément du certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de demande d'agrément visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Dans les dix jours qui suivent la réception du dossier de la demande d'agrément, l'Administration adresse à la demanderesse un accusé de réception.

L'accusé de réception indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;

3° les voies de recours, les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter;

4° qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, l'Administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

§ 3. L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne :

1° le numéro d'agrément;

2° l'identification du ou des certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés liés avec la personne morale par une convention.

Sa notification précise les modalités d'accès à la base de données à utiliser en application des articles 632 et 633.

Art. 621. L'Administration publie et tient à jour la liste des certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés.

Art. 622. L'agrément prend cours à la date de la signature de l'arrêté d'agrément.

Lorsque le certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé ne remplit plus les conditions d'agrément, son agrément est automatiquement caduc.

Sous-section 2. — De la formation des certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant

Art. 623. Les formations et les examens des candidats certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant sont organisés par des centres de formation agréés.

Les centres de formation agréés utilisent les supports de formation mis à leur disposition par le Ministre.

Art. 624. § 1^{er}. La formation comporte au minimum :

1° un volet d'une durée minimale d'une demi journée portant sur le cadre réglementaire en vigueur en matière de certification des bâtiments non résidentiels existants;

2° un volet théorique et pratique d'une durée minimale d'une demi journée relatif à la physique de l'enveloppe du bâtiment;

3° un volet théorique et pratique d'une durée minimale de deux jours relatif aux installations techniques, notamment, de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire, en ce compris le recours à des panneaux solaires thermiques, de refroidissement, de ventilation, d'éclairage, ainsi qu'aux installations de panneaux solaires photovoltaïques;

4° un volet d'une durée minimale d'une journée relatif au protocole de collecte des données qui doit être utilisé en vue de l'élaboration du certificat;

5° un volet d'une durée minimale d'une demi journée portant sur l'utilisation du logiciel comprenant au moins un exemple pratique de toutes les étapes nécessaires à l'élaboration d'un certificat;

6° un volet d'une durée minimale d'une demi journée portant sur le fonctionnement de la base de données.

La durée globale de l'ensemble de la formation ne peut excéder sept jours.

§ 2. L'examen comprend une épreuve orale et une épreuve écrite, la réussite de l'examen étant conditionnée par une note globale supérieure ou égale à 12/20.

L'examen écrit porte sur les aspects théoriques et pratiques visés au § 1^{er}.

L'examen oral consiste à apporter la preuve de la connaissance de l'utilisation du protocole de collecte des données et du logiciel.

Art. 625. Le centre de formation agréé communique à l'Administration, au moins quinze jours avant le début des cours et examens, les dates prévues pour ceux-ci.

L'Administration peut assister aux formations et aux examens.

Art. 626. Le centre de formation agréé remet, dans les quinze jours suivant l'examen, une attestation de réussite de la formation aux candidats qui ont suivi l'ensemble de la formation et obtenu à l'examen une note globale supérieure ou égale à 12/20.

Cette attestation est signée par le ou les responsables du centre de formation agréé.

Afin de couvrir les frais occasionnés par l'organisation des formations et des examens, le centre de formation agréé peut percevoir un droit d'inscription auprès des candidats.

Le Ministre peut fixer le montant maximal du droit d'inscription.

Sous-section 3. — De l'agrément des centres de formation

Art. 627. Pour être agréé, le centre de formation répond aux conditions suivantes :

1° être à même d'organiser les formations et les examens;

2° être à même d'organiser les formations continues;

3° disposer du personnel enseignant titulaire à la fois d'un des agréments visés à l'article 618, § 1^{er}, 1°, depuis deux ans au moins, et d'un agrément en tant que certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant depuis un an;

4° disposer des équipements techniques nécessaires au bon déroulement des formations et des examens, notamment du matériel informatique performant en nombre suffisant.

Le Ministre est habilité à préciser les modalités pratiques d'organisation des formations et examens visés aux articles 623 à 626.

Art. 628. § 1^{er}. La demande d'agrément est introduite par lettre ou remise contre récépissé à l'Administration, au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration.

Le Ministre peut déterminer la forme et préciser le contenu du formulaire de demande d'agrément.

§ 2. L'Administration accuse réception de la demande dans un délai de dix jours à dater de la réception de la demande.

L'accusé de réception indique :

1° la date à laquelle la demande a été reçue;

2° le délai dans lequel la décision doit intervenir;

3° les voies de recours et les instances compétentes ainsi que les formes et délais à respecter;

4° la mention qu'en l'absence de réponse dans le délai prévu, l'autorisation est considérée comme octroyée.

Dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception, le Ministre notifie sa décision au demandeur.

Par dérogation à l'alinéa 3, si le dossier est incomplet, l'Administration en informe le demandeur dans les plus brefs délais. Cette notification relève les pièces manquantes et précise que le délai visé à l'alinéa 3 commence à courir à dater de la réception de l'ensemble des pièces manquantes.

§ 3. L'arrêté ministériel accordant l'agrément mentionne le numéro d'agrément.

L'Administration publie et tient à jour la liste des centres de formation agréés.

Art. 629. L'agrément prend cours à la date de la signature de l'arrêté d'agrément.

Lorsque le centre de formation agréé ne remplit plus les conditions d'agrément, son agrément est automatiquement caduc.

Art. 630. § 1^{er}. Lorsqu'un centre de formation agréé manque à ses obligations, le Ministre peut suspendre ou retirer son agrément.

§ 2. Lorsque le Ministre a l'intention de suspendre ou de retirer l'agrément, il en informe le centre de formation agréé concerné, par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la date de l'audition où le centre de formation agréé est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat, et la manière dont le centre peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au centre de formation agréé dans les vingt jours de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au centre de formation agréé dans un délai de quarante jours suivant l'audition.

Art. 631. Le centre de formation agréé communique sans délai à l'Administration, toute modification le concernant et pouvant avoir un impact sur son agrément.

Sous-section 4. — Des missions des certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés

Art. 632. Dans l'exercice de leurs fonctions, les certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés collectent et traitent les données nécessaires à l'application du logiciel selon le protocole établi par l'Administration, mis gratuitement à leur disposition.

Ils utilisent la dernière version du logiciel de calcul et du protocole mis à leur disposition.

Ils conservent, pendant un an, tous les éléments qui ont servi à l'élaboration du certificat.

Art. 633. Les certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés envoient copie à l'Administration, sous format informatique, de chaque certificat qu'ils établissent. Cet envoi doit précéder la remise au propriétaire ou au titulaire de droit réel de l'exemplaire papier du certificat.

Les certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés remettent une version papier du certificat tel qu'il est produit par le logiciel au propriétaire ou au titulaire de droit réel, dans un délai de trente jours à dater de l'envoi à l'Administration.

Art. 634. Les certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés suivent les sessions de formation continue. Ces formations sont organisées par les centres de formation agréés et ont une durée maximale annuelle de 24 heures.

Art. 635. Les certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés exercent leur mission en toute indépendance.

Ils ne sont pas autorisés à réaliser des certificats relatifs à des bâtiments ou unités PEB :

1° sur lesquels ils disposent d'un droit réel ou personnel;

2° pour lesquels ils interviennent, à quelque titre que ce soit, dans le cadre d'une transaction immobilière;

3° dont le propriétaire ou le titulaire de droits réels est un ascendant ou descendant en ligne directe, ou leur employeur.

Art. 636. Les certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés communiquent sans délai à l'Administration, toute modification d'une des conditions visées à l'article 618 ou des données reprises dans le formulaire visé respectivement aux articles 619 ou 620.

Sous-section 5. — Les sanctions applicables aux certificateurs PEB de bâtiment non résidentiel existant agréés

Art. 637. § 1^{er}. Lorsque qu'un certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé manque à ses obligations, le Ministre peut le sanctionner.

Les manquements visés sont :

1° la mauvaise qualité des certificats, établie, notamment, par des manquements au niveau de la qualité et de la complétude des données relevées ou des résultats;

2° les manquements relatifs aux obligations visées aux articles 632 à 636.

La première fois qu'un manquement est constaté, le Ministre peut sanctionner le certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé en lui adressant un avertissement lui enjoignant de se conformer aux exigences du présent chapitre et éventuellement de participer à une formation.

En cas de refus du certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé de se conformer aux exigences du présent chapitre ou de participer à une formation, ou en cas de constatation de nouveaux manquements, le Ministre peut retirer l'agrément.

Art. 638. Lorsque le Ministre a l'intention de sanctionner un certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé, il l'en informe, par envoi recommandé.

Cet envoi indique les manquements constatés, la sanction éventuellement envisagée, la date de l'audition où le certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé est invité à faire valoir ses observations, le cas échéant accompagné de son avocat, et la manière dont le certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé peut consulter le dossier complet relatif aux manquements reprochés.

Il est dressé procès-verbal de l'audition. Ce procès-verbal est notifié au certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé dans les vingt jours de l'audition.

Le Ministre envoie sa décision au certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé dans un délai de quarante jours suivant l'audition.

Art. 639. Lorsque son agrément lui est retiré, le certificateur PEB de bâtiment non résidentiel existant agréé avertit, sans délai, tous les propriétaires ou titulaires de droit réel avec qui des contrats en vue de l'élaboration d'un certificat sont en cours d'exécution. »

CHAPITRE II. — Dispositions transitoires et finales

Art. 3. L'article 627, 3^o, s'applique au plus tard un an après que le premier centre de formation ait été agréé. Entre-temps, le personnel enseignant est puisé dans la réserve constituée par le Ministre.

Art. 4. En ce qu'il concerne les certificats visés à l'article 237/28, § 1^{er}, alinéa 2, pour les bâtiments visés à l'article 612, sub article 2 du présent arrêté, le Titre V du Livre IV sub article 10 du décret-cadre du 19 avril 2007 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine entre en vigueur au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 5. Le Ministre qui a l'Energie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 octobre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2832

[2011/205542]

20. OKTOBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zertifizierung der bestehenden, nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, insbesondere der Artikeln 237/27, Absatz 2, 237/29, 237/30, Absatz 2 und 237/35, Absatz 1;

Aufgrund des am 14. Juni 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 16. Juni 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 11. Juli 2011 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 49.868/4;

Auf Vorschlag des Ministers für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeinbestimmungen

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2002/91/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2002 über das Energieprofil von Gebäuden gemäß deren Artikel 15, § 1, Absatz 2 teilweise umgesetzt.

Art. 2 - In dem Wallonischen Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau, das Erbe und die Energie, werden unter Buch V, Titel IV nach Artikel 611 die folgenden Bestimmungen eingefügt:

"KAPITEL VIII — Zertifizierung der bestehenden, nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebäude

Abschnitt 1 — Anwendungsbereich

Art. 612 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels finden Anwendung auf jedes Gebäude oder jeden Teil eines Gebäudes, das nicht zu Wohnzwecken dient und in Artikel 530, 11^o, 12^o, 13^o und 14^o erwähnt wird.

Abschnitt 2 — "P.E.B."-Ausweis für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude

Art. 613 - Der "P.E.B."-Ausweis (Ausweis über Energieeffizienz) für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude wird durch einen zugelassenen "P.E.B."-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude erstellt.

Er ergibt sich ausschließlich aus der Anwendung der Software und des Protokolls.

Es wird ein Ausweis pro PEB-Einheit erstellt.

Art. 614 - Der "P.E.B."-Ausweis für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude hat eine Gültigkeitsdauer von zehn Jahren.

Art. 615 - § 1. Der "PEB"-Ausweis für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude enthält außer den in Artikel 237/27 erwähnten Elementen mindestens die folgenden Elemente:

1^o die Anschrift des Gebäudes oder der PEB-Einheit;

2^o wenn eine Bau-, Städtebau- oder Globalgenehmigung vorhanden ist, das Erteilungsdatum dieser Genehmigung, die seine Errichtung erlaubt, und ihre Referenznummer;

- 3° ein Außenbild des Gebäudes, auf dem die betroffene PEB-Einheit identifiziert ist;
- 4° die Version der verwendeten Berechnungssoftware und des verwendeten Datenerfassungsprotokolls;
- 5° die Referenz des Ausweises;
- 6° den Preis des Ausweises;
- 7° das Datum der Ausstellung des Ausweises;
- 8° die Identifizierung und die Zulassungsnummer des "PEB"-Ausweisausstellers für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude und seine Unterschrift.

§ 2. Der Minister kann den Inhalt des "P.E.B."-Ausweises für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude ergänzen, um die Energieeffizienz-Indikatoren des Gebäudes und die Empfehlungen der Software einzufügen.

Er legt das Muster des "P.E.B."-Ausweis für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude fest und kann unter den in Artikel 530, 11°, 12°, 13° und 14° erwähnten Kategorien von bestehenden, nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden Unterkategorien von Gebäuden je nach ihren Merkmalen im Bereich der Energieeffizienz unterscheiden.

Art. 616 - Die Verwaltung organisiert und verwaltet eine Datenbank mit allen "P.E.B."-Ausweisen für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude.

Die technischen Daten, die zur Erstellung eines "PEB"-Ausweises für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude gedient haben, mit Ausnahme der Auskünfte persönlicher Art, können von einem anderen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude benutzt werden, um einen neuen "PEB"-Ausweis für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude zu erstellen.

Art. 617 - Die Verwaltung ist dazu befugt, die "PEB"-Ausweise für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude zu kontrollieren.

Zu diesem Zweck kann sie vom zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude verlangen, dass er ihr alle Belegstücke, die er behalten hat, übergibt.

Die Kontrolle erfolgt entweder auf der Grundlage dieser Dokumente, oder auf der Grundlage der von der Verwaltung selbst in dem Gebäude und an den Anlagen festgestellten Daten, oder auf der Grundlage der gemäß Artikeln 632 und 633 in der Datenbank gespeicherten Informationen.

Abschnitt 3 — Zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude

Unterabschnitt 1 — Die Zulassung der "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude

Art. 618 - § 1. Die Zulassung als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude kann ebenfalls von jeder natürlichen Person beantragt werden, die den folgenden Bedingungen genügt:

1° Inhaber einer gültigen Zulassung sein:

a) entweder als zugelassener Auditor gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. Mai 2002 über die Gewährung von Zuschüssen zur Verbesserung der Energieeffizienz und zur Förderung einer rationelleren Energienutzung im Privatsektor (AMURE) oder gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. April 2003 über die Gewährung von Zuschüssen an öffentlich-rechtliche Personen und nicht-kommerzielle Einrichtungen für die Durchführung von Studien und Arbeiten zur Verbesserung der Energieeffizienz von Gebäuden (UREBA). Die AMURE oder UREBA Auditoren müssen mindestens über die Zulassung für die Bereiche Gebäude und Systeme verfügen.

b) oder als Verfasser der technischen, ökologischen und wirtschaftlichen Machbarkeitsstudie;

c) oder als "P.E.B."-Verantwortlicher;

d) oder als "P.E.B."-Ausweisaussteller für bestehende Wohngebäude;

d) oder als externer "P.E.B."-Ausweisaussteller für öffentliche Gebäude;

2° die in Artikel 623 erwähnte spezifische Ausbildung und Prüfung abgeschlossen haben.

§ 2. Schließlich kann die Zulassung als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude von jeder juristischen Person beantragt werden, die in ihrem Personal oder unter ihren Mitarbeitern mindestens einen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude zählt, der mit ihr durch eine Vereinbarung gebunden ist.

Art. 619 - § 1. Um als "P.E.B."-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude zugelassen zu werden, reichen die in Artikel 618, § 1 erwähnten Bewerber bei der Verwaltung das Formular des Zulassungsantrags, das ihnen von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, ein. Dieses Formular enthält mindestens:

1° den Namen, die Adresse und Beruf des Antragstellers;

2° die Referenznummer(n) bezüglich der in Artikel 618, § 1, 1° erwähnten Zulassungen oder, mangels dessen, eine Abschrift des bzw. der Zulassungsbeschlusses (beschlüsse);

3° eine Abschrift der in Artikel 626 Absatz 1 erwähnten Bescheinigung;

4° die ehrenwortliche Erklärung, dass die Bedingungen bezüglich der Zulassung und der Aufgaben des zugelassenen "PEB"-Ausweisausstellers für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude eingehalten werden.

Der Minister kann die Form bestimmen und den Inhalt des Formulars der in Absatz 1 erwähnten Zulassungsbewerbung festlegen.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen nach Empfang der Akte der Zulassungsbewerbung richtet die Verwaltung an den Antragsteller eine Empfangsbestätigung.

In der Empfangsbestätigung wird Folgendes angegeben:

1° Das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb deren der Beschluss getroffen werden muss;

3° die Beschwerdewege und die zuständigen Instanzen, sowie die einzuhaltenden Formen und Fristen;

4° dass beim Ausbleiben einer Antwort innerhalb der vorgesehenen Frist, die Genehmigung als gewährt gilt;

Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung stellt der Minister dem Antragsteller seine Entscheidung zu.

Wenn die Akte unvollständig ist, informiert die Verwaltung den Antragsteller in Abweichung von Absatz 3 schnellstmöglich davon. In diesem Zustellungsschreiben werden die fehlenden Stücke aufgeführt und wird angegeben, dass die in Absatz 3 erwähnte Frist ab dem Tag des Empfangs der gesamten fehlenden Stücke läuft.

§ 3. In dem Ministerialerlass zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

In dem Notifizierungsschreiben werden die Zugangsmodalitäten zu der in Anwendung der Artikeln 632 und 633 zu verwendenden Datenbank angegeben.

Art. 620. - § 1. Um als "P.E.B."-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude zugelassen zu werden, reichen die in Artikel 618, § 2 erwähnten Bewerber bei der Verwaltung das Formular des Zulassungsantrags, das ihnen von der Verwaltung zur Verfügung gestellt wird, ein. Dieses Formular enthält mindestens:

1° die offizielle Identifizierung der juristischen Personen, eine koordinierte Fassung ihrer Satzungen, die Liste der Verwaltungsratsmitglieder oder Geschäftsführer sowie die Unternehmensnummer;

2° Name, Anschrift und Eigenschaft des Ansprechpartners;

3° eine Kopie der Vereinbarung, die die juristische Person mit dem zugelassenen "P.E.B."-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude bindet;

4° eine Kopie der Zulassungsbescheinigung des zugelassenen "P.E.B."-Ausweisausstellers für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude.

Der Minister kann die Form bestimmen und den Inhalt des Formulars der in Absatz 1 erwähnten Zulassungsbewerbung genauer festlegen.

§ 2. Innerhalb von zehn Tagen nach Empfang der Akte der Zulassungsbewerbung richtet die Verwaltung an den Antragsteller eine Empfangsbestätigung.

In der Empfangsbestätigung wird Folgendes angegeben:

1° Das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb deren der Beschluss getroffen werden muss;

3° die Beschwerdewege, die zuständigen Instanzen, sowie die einzuhaltenden Formen und Fristen;

4° dass beim Ausbleiben einer Antwort innerhalb der vorgesehenen Frist die Genehmigung als gewährt gilt;

Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung stellt der Minister dem Antragsteller seine Entscheidung zu.

Wenn die Akte unvollständig ist, informiert die Verwaltung den Antragsteller in Abweichung von Absatz 3 schnellstmöglich davon. In diesem Zustellungsschreiben werden die fehlenden Stücke aufgeführt und wird angegeben, dass die in Absatz 3 erwähnte Frist ab dem Tag des Empfangs der gesamten fehlenden Stücke läuft.

§ 3. In dem Ministerialerlass zur Erteilung der Zulassung wird das Folgende angegeben:

1° die Zulassungsnummer;

2° die Identifizierung des bzw. der "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude, die durch eine Vereinbarung mit der juristischen Person gebunden sind.

In dem Notifizierungsschreiben werden die Zugangsmodalitäten zu der in Anwendung der Artikeln 632 und 633 zu verwendenden Datenbank angegeben.

Art. 621 - Die Verwaltung veröffentlicht auf ihrer Internet-Website und führt die Liste der zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude.

Art. 622 - Die Zulassung gilt ab dem Tage der Unterzeichnung des Zulassungserlasses.

Wenn der "P.E.B."-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt, wird seine Zulassung automatisch hinfällig.

Unterabschnitt 2 — Die Ausbildung der "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude

Art. 623 - Die Ausbildungen und Prüfungen der Bewerber als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude werden durch zugelassene Ausbildungszentren organisiert.

Die zugelassenen Ausbildungszentren benutzen die ihnen durch den Minister zur Verfügung gestellten Ausbildungshilfsmittel.

Art. 624 § 1. Die Ausbildung umfasst mindestens:

1° einen Teil von mindestens einem halben Tag über die geltenden gesetzlichen Rahmenbedingungen in Sachen Zertifizierung von bestehenden, nicht zu Wohnzwecken bestimmten Gebäuden;

2° einen theoretischen und praktischen Teil von mindestens einem halben Tag bezüglich der physikalischen Eigenschaften des Gebäudemantels;

3° einen theoretischen und praktischen Teil von mindestens zwei Tagen bezüglich der technischen Anlagen, insbesondere für die Heizung und die Erzeugung von Brauchwarmwasser, einschließlich der Verwendung von thermischen Solarkollektoren, für die Kühlung, die Lüftung, sowie bezüglich der Anlagen von photovoltaischen Solarzellenauslegern;

4° einen Teil von mindestens einem Tag bezüglich des Datenerfassungsprotokolls, das zwecks der Erstellung des Ausweises zu verwenden ist;

5° einen Teil von mindestens einem halben Tag bezüglich der Verwendung der Software mit mindestens einem praktischen Beispiel jeder zur Ausstellung eines Ausweises notwendigen Stufe;

6° einen Teil von mindestens einem halben Tag bezüglich der Arbeitsweise der Datenbank.

Die Gesamtdauer der Ausbildung darf sieben Tage nicht überschreiten.

§ 2. Die Prüfung umfaßt eine mündliche Prüfung und eine schriftliche Prüfung, und der erfolgreiche Abschluss der Prüfung wird mit einer Note von mindestens 12/20 bedingt.

Die schriftliche Prüfung betrifft die in § 1 erwähnten theoretischen und praktischen Aspekte.

Die mündliche Prüfung besteht darin, die Kenntnis der Verwendung des Datenerfassungsprotokolls und der Software nachzuweisen.

Art. 625 - Das zugelassene Ausbildungszentrum teilt der Verwaltung mindestens fünfzehn Tage vor dem Anfang der Lehrgänge und Prüfungen die für diese vorgesehenen Daten mit.

Die Verwaltung kann den Ausbildungen und Prüfungen beiwohnen.

Art. 626 - Das zugelassene Ausbildungszentrum gibt innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Prüfung den Bewerbern, die an der ganzen Ausbildung teilgenommen und eine Note von mindestens 12/20 erhalten haben, eine Bescheinigung über den erfolgreichen Abschluss der Prüfung.

Diese Bescheinigung wird durch den oder die Verantwortlichen des zugelassenen Ausbildungszentrums unterschrieben.

Um die durch das Organisieren der Ausbildungen und der Prüfungen verursachten Kosten zu decken, kann das zugelassene Ausbildungszentrum eine Einschreibgebühr bei den Bewerbern erheben.

Der Minister kann den Höchstbetrag der Einschreibgebühr festsetzen.

Unterabschnitt 3 — Zulassung der Ausbildungszentren

Art. 627 - Um zugelassen zu werden, muss das Ausbildungszentrum den folgenden Bedingungen genügen:

1° imstande sein, die Ausbildungen und Prüfungen zu organisieren;

2° imstande sein, die Fortbildungen zu organisieren;

3° über Lehrkräfte verfügen, die Inhaber gleichzeitig einer der in Artikel 618, § 1, 1° erwähnten Zulassungen seit mindestens zwei Jahren und einer Zulassung als "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude seit einem Jahr sind;

4° über die technischen Ausrüstungen, die für den guten Verlauf der Ausbildungen und der Prüfungen notwendig sind, insbesondere über ausreichendes leistungsfähiges EDV-Material verfügen.

Der Minister ist befugt, um die praktischen Modalitäten für die Organisation der in Artikeln 623 bis 626 erwähnten Ausbildungen und Prüfungen zu bestimmen.

Art. 628 - § 1. Der Zulassungsantrag wird bei der Verwaltung anhand des durch die Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars per Schreiben eingereicht oder gegen eine Aufgabe- bzw. Empfangsbescheinigung abgegeben.

Der Minister kann die Form bestimmen und den Inhalt des Formulars der Zulassungsbewerbung festlegen.

§ 2. Die Verwaltung bestätigt den Eingang des Antrags innerhalb einer Frist von zehn Tagen ab dem Empfang des Antrags.

In der Empfangsbestätigung wird Folgendes angegeben:

1° Das Datum, an dem der Antrag eingegangen ist;

2° die Frist, innerhalb deren der Beschluss getroffen werden muss;

3° die Beschwerdewege und die zuständigen Instanzen, sowie die einzuhaltenden Formen und Fristen;

4° ein Vermerk, dass beim Ausbleiben einer Antwort innerhalb der vorgesehenen Frist die Genehmigung als gewährt gilt;

Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen ab dem Versand der Empfangsbestätigung stellt der Minister dem Antragsteller seine Entscheidung zu.

Wenn die Akte unvollständig ist, informiert die Verwaltung den Antragsteller in Abweichung von Absatz 3 schnellstmöglich davon. In diesem Zustellungsschreiben werden die fehlenden Stücke aufgeführt und wird angegeben, dass die in Absatz 3 erwähnte Frist ab dem Tag des Empfangs der gesamten fehlenden Stücke läuft.

§ 3. In dem Ministerialerlass zur Erteilung der Zulassung wird die Zulassungsnummer angegeben.

Die Verwaltung veröffentlicht und führt die Liste der zugelassenen Ausbildungszentren.

Art. 629 - Die Zulassung gilt ab dem Tage der Unterzeichnung des Zulassungserlasses.

Wenn das zugelassene Ausbildungszentrum die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt, wird seine Zulassung automatisch hinfällig.

Art. 630 - § 1. Wenn ein Ausbildungszentrum seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, kann der Minister seine Zulassung aufheben oder entziehen.

§ 2. Wenn der Minister die Absicht hat, die Zulassung aufzuheben oder zu entziehen, informiert er das betroffene zugelassene Ausbildungszentrum per Einschreiben.

In dieser Sendung werden die festgestellten Versäumnisse, ggf. die beabsichtigte Strafe, das Datum der Anhörung, an dem das zugelassene Ausbildungszentrum ersucht wird, ggf. mit seinem Anwalt seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie das Zentrum die vollständige Akte bezüglich der vorgeworfenen Versäumnisse einsehen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Das Protokoll wird dem zugelassenen Ausbildungszentrum innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister sendet dem zugelassenen Ausbildungszentrum seine Entscheidung innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Anhörung.

Art. 631 - Das zugelassene Ausbildungszentrum teilt der Verwaltung unverzüglich jede Änderung mit, die es betrifft und Auswirkungen auf seine Zulassung haben könnte.

Unterabschnitt 4 — Die Aufgaben der zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude

Art. 632 - In der Ausübung ihres Amtes sammeln und behandeln die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude die Daten, die zur Anwendung der Software notwendig sind, nach einem von der Verwaltung festgelegten und ihnen unentgeltlich zur Verfügung gestellten Protokoll.

Sie benutzen die neuste Version der Berechnungssoftware und des ihnen zur Verfügung gestellten Protokolls.

Sie behalten während eines Jahres alle Elemente, die zur Erstellung des Ausweises gedient haben.

Art. 633 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude senden der Verwaltung eine Kopie im EDV-Format jedes Ausweises, die sie ausstellen, zu. Diese Sendung muss vor der Aushändigung der Papier-Ausfertigung des Ausweises an den Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts erfolgen.

Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude händigen innerhalb von 30 Tagen ab der Sendung an die Verwaltung dem Eigentümer oder Inhaber eines dinglichen Rechts eine Papier-Ausfertigung des Ausweises aus, so wie er durch die Software erzeugt wird.

Art. 634 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude besuchen die Fortbildungslehrgänge. Diese Fortbildungen werden durch die zugelassenen Ausbildungszentren organisiert und haben eine maximale Dauer von vierundzwanzig Stunden jährlich.

Art. 635 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude üben ihre Aufgaben in aller Unabhängigkeit aus.

Sie sind nicht befugt, um Ausweise über Gebäude oder PEB-Einheiten auszustellen:

1° an denen sie über ein dingliches oder persönliches Recht verfügen;

2° für die sie in irgendeiner Eigenschaft im Rahmen eines Immobiliengeschäfts eintreten;

3° dessen Eigentümer oder Inhaber von dinglichen Rechten ein Aszendent oder Nachkomme in gerader Linie oder deren Arbeitgeber ist.

Art. 636 - Die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude teilen der Verwaltung unverzüglich jede Änderung einer der in Artikel 618 erwähnten Bedingungen oder der in dem jeweils in Artikel 619 oder 620 erwähnten Formular aufgenommenen Daten mit.

Unterabschnitt 5 — Auf die zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude anwendbare Strafen

Art. 637 - § 1. Wenn ein zugelassener "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude seinen Verpflichtungen nicht nachkommt, kann der Minister ihn bestrafen.

Die betroffenen Versäumnisse sind:

1° die schlechte Qualität der Ausweise, die insbesondere wegen Mängel bezüglich der Qualität und der Vollständigkeit der aufgenommenen Daten oder der Ergebnisse festgestellt wird;

2° die Versäumnisse bezüglich der in den Artikeln 632 bis 636 erwähnten Verpflichtungen;

Wenn ein Mangel zum ersten Mal festgestellt wird, kann der Minister den zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude bestrafen, indem er ihm eine Mahnung sendet und anordnet, den Anforderungen des vorliegenden Kapitels nachzukommen, und ggf. an einer Ausbildung teilzunehmen.

Falls sich der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude weigert, den Anforderungen des vorliegenden Kapitels nachzukommen oder an einer Ausbildung teilzunehmen, oder wenn neue Mängel festgestellt werden, kann der Minister die Zulassung entziehen.

Art. 638 - Wenn der Minister die Absicht hat, einen zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude zu bestrafen, teilt er es ihm per Einschreiben mit.

In dieser Sendung werden die festgestellten Versäumnisse, ggf. die beabsichtigte Strafe, das Datum der Anhörung, an dem der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude ersucht wird, ggf. mit seinem Anwalt seine Bemerkungen geltend zu machen, und die Art und Weise, wie der zugelassene PEB-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude die vollständige Akte bezüglich der vorgeworfenen Versäumnisse einsehen kann, angegeben.

Es wird ein Protokoll über die Anhörung aufgenommen. Das Protokoll wird dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude innerhalb von zwanzig Tagen nach der Anhörung zugestellt.

Der Minister sendet dem zugelassenen "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude seine Entscheidung innerhalb einer Frist von vierzig Tagen nach der Anhörung.

Art. 639 - Wenn ihm seine Zulassung entzogen wird, benachrichtigt der zugelassene "PEB"-Ausweisaussteller für bestehende, nicht zu Wohnzwecken bestimmte Gebäude unverzüglich alle Eigentümer oder Inhaber von dinglichen Rechten, mit denen Verträge zur Ausstellung eines Ausweises im Gange sind."

KAPITEL II — Übergangs- und Schlussbestimmungen

Art. 3 - Der Artikel 627, 3° findet Anwendung spätestens ein Jahr, nachdem das erste Ausbildungszentrum zugelassen worden ist. Inzwischen stammen die Lehrkräfte aus der durch den Minister gebildeten Reserve.

Art. 4 - Für die in Artikel 612 sub Artikel 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Gebäude tritt Titel V von Buch IV sub Artikel 10 des Rahmendekrets vom 19. April 2007 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft, insoweit er die in Artikel 237/28, § 1, Absatz 2 erwähnte Ausweise betrifft.

Art. 5 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Oktober 2011

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2832

[2011/205542]

20 OKTOBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de certificering van bestaande niet-residentiële gebouwen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, inzonderheid op de artikelen 237/27, tweede lid, 237/29, 237/30, tweede lid, 237/31, derde lid, en 237/35, eerste lid;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 juni 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 juni 2011;

Gelet op advies nr. 49.868/4 van de Raad van State, gegeven op 11 juli 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,
Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Bij dit besluit wordt Richtlijn 2002/91/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 16 december 2002 betreffende de energieprestatie van gebouwen gedeeltelijk omgezet, overeenkomstig artikel 15, § 1, tweede lid.

Art. 2. In het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw, Patrimonium en Energie, onder Titel IV van Boek V, worden de volgende bepalingen ingevoegd, na artikel 611 :

« HOOFDSTUK VIII. — *Certificering van bestaande niet-residentiële gebouwen*

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Art. 612. De bepalingen van dit hoofdstuk zijn van toepassing op elk bestaand niet-residentiële gebouw of gedeelte van gebouw bedoeld in artikel 530, 11°, 12°, 13° en 14°.

Afdeling 2. — EPB-certificaat van bestaande niet-residentiële gebouwen

Art. 613. Het EPB-attest van bestaande niet-residentiële gebouwen wordt opgemaakt door een erkende EPB-certificeerder voor bestaande niet-residentiële gebouwen.

Het vloeit uitsluitend voort uit de toepassing van de software en van het protocol.

Er wordt één attest opgesteld per EPB-eenheid.

Art. 614. Het EPB-certificaat van bestaande niet-residentiële gebouwen is tien jaar geldig.

Art. 615. § 1. Naast de in artikel 237/27 bedoelde elementen bevat het EPB-certificaat voor bestaande niet-residentiële gebouwen minstens de volgende gegevens :

1° het adres van het gebouw of van de EPB-eenheid;

2° indien bestaand, de datum van toekenning van de bouw-, stedenbouwkundige of globale vergunning die de bouw van het gebouw machtigt en het referentienummer;

3° een buitenfoto van het gebouw, waarbij de betrokken EPB-eenheid wordt geïdentificeerd;

4° de versie van de gebruikte berekeningsoftware en protocol voor de verzameling van de gegevens;

5° het referentienummer van het attest;

6° de prijs van het attest;

7° de datum van afgifte van het attest;

8° de identificatie en het erkenningsnummer van de erkende EPB-certificeerder voor bestaande niet-residentiële gebouwen en diens handtekening.

§ 2. De Minister kan de inhoud van het EPB-certificaat voor bestaande niet-residentiële gebouwen aanvullen om er de indicatoren van de energieprestatie van het gebouw en de aanbevelingen voortvloeiend uit de software in te voegen.

Hij maakt het model van een EPB-certificaat voor een bestaand niet-residentiële gebouw op en kan, tussen de in artikel 530, 11°, 12°, 13° en 14° bedoelde categorieën van niet-residentiële gebouwen, subcategorieën van gebouwen onderscheiden, op basis van hun energie-bijzonderheden.

Art. 616. Het Bestuur zorgt voor de organisatie en het beheer van een databank die alle EPB-certificaten van bestaande niet-residentiële gebouwen bevat.

De technische gegevens die voor de opmaking van een EPB-certificaat voor een bestaand niet-residentiële gebouw hebben gediend, met uitzondering van de persoonsgegevens, kunnen opnieuw worden gebruikt door een andere erkende EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen om een nieuw EPB-certificaat voor een bestaand niet-residentiële gebouw op te maken.

Art. 617. Het Bestuur wordt ertoe gemachtigd om de EPB-certificaten voor bestaande niet-residentiële gebouwen te controleren.

Daartoe mag het eisen dat de erkende EPB-certificeerder voor een bestaand niet-residentiële gebouw alle bewijsdocumenten die hij heeft bewaard, overmaakt aan het Bestuur.

De controle wordt ofwel op grond van die documenten uitgeoefend, ofwel op grond van de gegevens die het bestuur zelf in het gebouw of op de installaties heeft vastgesteld, ofwel op grond van de gegevens die in de databank worden opgenomen, overeenkomstig de artikelen 632 en 633.

Afdeling 3. — Erkende EPB-certificeerders van bestaande niet-residentiële gebouwen

Onderafdeling 1. — Erkennung van EPB-certificeerders van bestaande niet-residentiële gebouwen

Art. 618. § 1. In de hoedanigheid van EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen kan ook erkend worden, elke natuurlijke persoon die de volgende voorwaarden vervult :

1° houder zijn van een geldige erkenning :

a) hetzij als erkende auditor overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 30 mei 2002 betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de energetische efficiëntie en voor de bevordering van een rationeler energiegebruik van de privésector ("AMURE"), of overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 10 april 2003 betreffende de toekenning van subsidies aan de publiekrechtelijke personen en aan de niet-commerciële instellingen voor de verwezenlijking van studies en werken die een betere energieprestatie van de gebouwen beogen (UREBA). De AMURE- of UREBA-auditoren dienen minstens te worden erkend voor aangelegenheden in verband met gebouwen en systemen;

b) hetzij als auteur van de technische, milieu- en economische haalbaarheidsstudie;

c) hetzij als EPB-verantwoordelijke;

d) hetzij als EPB-certificeerder van bestaande woongebouwen;

e) hetzij als EPB-buitencertificeerder openbaar gebouw;

2° een specifieke opleiding hebben gevolgd en geslaagd zijn voor het examen bedoeld in artikel 623.

§ 2. In de hoedanigheid van EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen kan erkend worden, elke rechtspersoon die onder zijn personeel of medewerkers minstens een erkende EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen telt, die aan de rechtspersoon verbonden is middels een contract.

Art. 619. § 1. Om als EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen erkend te worden, dienen de kandidaten bedoeld in artikel 618, § 1, het formulier voor aanvraag van erkenning bij het Bestuur in, dat hun ter beschikking wordt gesteld door het Bestuur. Dat formulier bevat minstens de volgende elementen :

- 1° de naam, het adres en het beroep van de aanvrager;
- 2° het (of de) referentienummer(s) in verband met de in artikel 618, § 1, 1°, bedoelde erkenningen, of, bij gebrek eraan, het afschrift van de beslissing(en) tot erkenning;
- 3° een afschrift van het attest bedoeld in artikel 626, lid 1;
- 4° de verbintenis op erewoord om de voorwaarden betreffende de erkenning en de opdrachten van de erkende EPB-certificeerder voor bestaande niet-residentiële gebouwen na te leven.

De Minister kan de vorm en de inhoud van het formulier voor de aanvraag tot erkenning bedoeld in het eerste lid bepalen.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het dossier betreffende de aanvraag tot erkenning, stuurt het Bestuur een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

Dit bericht van ontvangst vermeldt :

- 1° de ontvangstdatum van de aanvraag;
- 2° de termijn waarin de beslissing moet worden genomen;
- 3° de rechtsmiddelen en de bevoegde instanties alsook de vormen en termijnen die dienen te worden nageleefd;
- 4° dat bij het uitblijven van een beslissing binnen de voorziene termijn, de vergunning geacht wordt te zijn verleend.

Binnen veertig dagen te rekenen van de zending van het bericht van ontvangst, geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

In afwijking van het derde lid, brengt het Bestuur indien het dossier onvolledig is de aanvrager er zo spoedig mogelijk van op de hoogte. Bij deze kennisgeving wordt gewezen op de ontbrekende stukken en wordt bepaald dat de procedure met ingang van de datum van ontvangst van alle ontbrekende stukken ingaat.

§ 3. Het ministerieel besluit waarbij de erkenning wordt toegekend, vermeldt het erkenningsnummer.

De kennisgeving ervan bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 632 en 633 te gebruiken databank.

Art. 620. § 1. Om als EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen erkend te worden, dienen de kandidaten bedoeld in artikel 618, § 2, het formulier voor aanvraag tot erkenning bij het Bestuur in, dat hun ter beschikking wordt gesteld door het Bestuur. Dat formulier bevat minstens de volgende elementen :

- 1° de officiële identificatie van de rechtspersoon, een gecoördineerde versie van zijn statuten, de lijst van de bestuurders of zaakvoerders alsook het ondernemingsnummer;
- 2° de naam, het adres en de hoedanigheid van de contactpersoon;
- 3° een afschrift van het contract waarmee de rechtspersoon verbonden is aan de erkende EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen;
- 4° een afschrift van het erkenningsattest van de erkende EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen.

De Minister kan de vorm en de inhoud van het formulier voor de aanvraag tot erkenning bedoeld in het eerste lid bepalen.

§ 2. Binnen tien dagen na ontvangst van het dossier betreffende de aanvraag tot erkenning, stuurt het Bestuur een bericht van ontvangst naar de aanvrager.

Dit bericht van ontvangst vermeldt :

- 1° de ontvangstdatum van de aanvraag;
- 2° de termijn waarin de beslissing moet worden genomen;
- 3° de rechtsmiddelen, de bevoegde instanties alsook de vormen en termijnen die dienen te worden nageleefd;
- 4° dat bij het uitblijven van een beslissing binnen de voorziene termijn, de vergunning geacht wordt te zijn verleend.

Binnen veertig dagen te rekenen van de zending van het bericht van ontvangst, geeft de Minister kennis van zijn beslissing aan de aanvrager.

In afwijking van het derde lid brengt het Bestuur, indien het dossier onvolledig is, de aanvrager er zo spoedig mogelijk van op de hoogte. Bij deze kennisgeving wordt gewezen op de ontbrekende stukken en wordt bepaald dat de procedure met ingang van de datum van ontvangst van alle ontbrekende stukken ingaat.

§ 3. Het ministerieel besluit waarbij de erkenning wordt toegekend, vermeldt wat volgt :

- 1° het erkenningsnummer;
- 2° de identificatie van de erkende EPB-certificeerder(s) van bestaande niet-residentiële gebouwen die middels een contract aan de rechtspersoon verbonden is (zijn).

De kennisgeving ervan bepaalt de modaliteiten voor de toegang tot de overeenkomstig de artikelen 632 en 633 te gebruiken databank.

Art. 621. Het Bestuur maakt de lijst van de erkende EPB-certificeerders van bestaande niet-residentiële gebouwen bekend en houdt ze bij.

Art. 622. De erkenning gaat in op de datum van ondertekening van het erkenningsbesluit.

Als de erkende EPB-certificeerder van bestaande niet-residentiële gebouwen niet meer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden, dan vervalt automatisch zijn erkenning.

Onderafdeling 2. — De opleiding van EPB-certificeerders van bestaande niet-residentiële gebouwen

Art. 623. De opleidingen en de examens van de kandidaat-EPB-certificeerders van bestaande niet-residentiële gebouwen worden door erkende opleidingscentra georganiseerd.

De erkende opleidingscentra gebruiken de opleidingsmodules die de Minister hun ter beschikking stelt.

Art. 637. § 1. Wanneer een erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw zijn verplichtingen verzuimt, kan de Minister hem bestraffen.

De bedoelde tekortkomingen zijn :

1° de slechte kwaliteit van de attesten veroorzaakt met name door tekortkomingen op het gebied van de kwaliteit en de volledigheid van de vastgestelde gegevens of van de resultaten;

2° de tekortkomingen betreffende de in de artikelen 632 tot 636 bedoelde verplichtingen.

De eerste keer dat een tekortkoming wordt vastgesteld, kan de Minister de erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw bestraffen en hem aanmanen zich aan te passen aan de eisen van dit hoofdstuk en eventueel aan een opleiding deel te nemen.

Als de erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw weigert zich aan te passen aan de eisen van dit hoofdstuk of aan een opleiding deel te nemen of indien nieuwe tekortkomingen worden vastgesteld, kan de Minister de erkenning intrekken.

Art. 638. Wanneer de Minister het voornemen heeft om een erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw te bestraffen, licht hij hem per aangetekend schrijven daarover in.

Die zending vermeldt de vastgestelde tekortkomingen, de eventueel overwogen sanctie, de datum waarop de erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw erom verzocht wordt zijn opmerkingen in te dienen, samen, in voorkomend geval, met zijn advocaat, en de wijze waarop de erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw het volledige dossier betreffende de ten laste gelegde tekortkomingen kan raadplegen.

Er wordt een proces-verbaal van het verhoor opgemaakt. De erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw wordt binnen twintig dagen na het verhoor in kennis gesteld van dat proces-verbaal.

De Minister stuurt zijn beslissing aan de erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw binnen een termijn van veertig dagen na het verhoor.

Art. 639. Wanneer zijn erkenning wordt ingetrokken, verwittigt de erkende EPB-certificeerder voor een niet-residentieel bestaand gebouw onverwijld alle eigenaren of houders van zakelijke rechten met wie contracten met het oog op de opmaking van een attest uitgevoerd worden.”.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 3. Artikel 627, 3°, is uiterlijk één jaar nadat het eerste opleidingscentrum erkend is, van toepassing. Het onderwijzend personeel wordt ondertussen geput uit de reserve opgebouwd door de Minister.

Art. 4. Wat betreft de attesten bedoeld in artikel 237/28, § 1, tweede lid, voor de gebouwen bedoeld in artikel 612, sub artikel 2 van dit besluit, treedt Titel V van Boek IV sub artikel 10 van het kaderdecreet van 19 april 2007 tot wijziging van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 5. De Minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 oktober 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2833

[2011/205543]

20 OCTOBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, l'article 6, 2°, *b*, et les articles 8, alinéa 3, et 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 juin 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 14 juillet 2011;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 50.247/2, donné le 3 octobre 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le fait qu'il a été constaté que les objectifs de la mesure ne permettent plus de soutenir de façon équitable et égalitaire les entreprises qui investissent dans des équipements de production d'énergie renouvelable, qu'il est donc urgent de suspendre cette mesure dans son volet photovoltaïque afin de ne pas créer des distorsions entre les demandeurs;

Considérant que le dispositif concerné a fait l'objet d'une évaluation et qu'il apparaît que compte tenu de la diminution des prix des installations photovoltaïques et du mécanisme d'octroi de certificats verts, il n'est plus nécessaire d'accorder une prime à l'investissement pour assurer la rentabilité de ce type d'équipement;

Considérant qu'il y a lieu de fixer le taux d'aide à 0 % pour ce type d'investissements;

Considérant qu'il n'y a pas lieu d'appliquer cette mesure pour les demandes de primes introduites en 2011 ou antérieurement dont l'administration a accusé réception et ce, afin d'assurer la sécurité juridique et de ne pas entamer la légitime confiance des administrés;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 9, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 décembre 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants destinés à favoriser la protection de l'environnement et l'utilisation durable de l'énergie, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 29 mai 2008 et du 14 mai 2009, est complété par un alinéa rédigé comme suit :